



Conseil économique et social

Distr. générale
8 décembre 2017
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante-deuxième session

12-23 mars 2018

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par World Association of Girl Guides & Girl Scouts, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Problèmes à régler et possibilités à exploiter pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural

Des améliorations sans précédent de la qualité de vie de la population mondiale ont été réalisées lors de ces vingt dernières années. À l'heure actuelle cependant, les changements climatiques, les conflits, la croissance économique et la sécurité alimentaire ont modifié le programme de développement mondial et formé un tout nouveau discours de développement. Toutefois, la nature rurale de ces problèmes est souvent ignorée. Les femmes et les filles rurales sont confrontées à davantage de difficultés que les hommes ruraux et les femmes, filles et hommes urbains, à peu d'exceptions près.

L'inégalité entre les sexes en milieu rural est souvent liée aux emplois à faible productivité, au niveau d'instruction, à la malnutrition, à la propriété foncière et à d'autres formes de propriété, ainsi qu'à la prévalence de la violence sexuelle. Les femmes sont responsables de la production alimentaire à hauteur de 60 à 80 pour cent dans les zones rurales des pays en développement, mais leurs droits ainsi que leur statut socioéconomique sont rarement égaux à ceux des hommes, et cette aliénation nuit à leur capacité à réaliser la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

World Association of Girl Guides and Girls Scouts, le seul mouvement au monde qui soutient toutes les filles sans aucune distinction, constitué de 10 millions de guides et d'éclaireuses réparties dans 146 pays, est préoccupé par les nombreux obstacles auxquels font face les femmes et les filles dans les zones rurales du fait de leur exclusion du développement économique et social. Des consultations avec des filles et des jeunes femmes dans les zones rurales ont mis en lumière les défis et solutions suivants.

Égalité d'accès à l'emploi productif et à la propriété foncière

Lorsque l'on considère la chaîne de valeur dans son ensemble, de l'exploitation agricole à la table, on constate que les femmes et les filles sont la force motrice du développement rural, et, dans certaines parties du monde, réalisent la majorité des activités agricoles. Le nombre de ménages dirigés par des femmes a augmenté du fait de la migration croissante des hommes vers les villes. Les femmes et les filles sont souvent très actives dans les communautés rurales, mais leur rôle passe souvent inaperçu. Bien qu'elles représentent une partie significative de la main-d'œuvre agricole, les femmes occupent souvent des postes mal payés et précaires, ou des postes non rémunérés puisque considérés comme faisant partie des tâches ménagères.

Les femmes et les filles subissent d'autres contraintes qui les empêchent de participer pleinement aux activités économiques rurales et de recevoir un salaire égal pour leur travail. Le travail des enfants est un phénomène généralisé dans les zones rurales, mais les filles y sont particulièrement vulnérables, puisque beaucoup d'entre elles supportent le double poids de l'exécution des tâches ménagères, notamment le ménage, la cuisine, les soins aux enfants, la collecte d'eau, et celui des activités agricoles.

Les systèmes d'occupation foncière peuvent rendre difficile pour les femmes l'accès à la propriété foncière et à d'autres formes de propriété. Les femmes n'ont également pas le même accès que les hommes aux finances et aux technologies, ce qui engendre une répartition des revenus inéquitable. « Si les femmes dans les zones rurales avaient le même accès que les hommes à la terre, aux technologies, aux services financiers, à l'instruction et aux marchés, il serait possible d'augmenter la production agricole et de réduire de 100 à 150 millions le nombre d'affamés dans le monde » (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, 2010-2011).

Recommandation

Afin de permettre aux filles de briser le cycle des inégalités entre les sexes et la pauvreté, World Association of Girl Guides and Girl Scouts souligne la nécessité, dans les zones rurales, de pallier les déséquilibres en matière d'accès aux biens, aux ressources et aux services.

- Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 décrit certaines cibles en vertu des objectifs de développement durable comme pouvant être mises en œuvre « en fonction du contexte national » – notamment dans les cibles 5.4 et 5.6a, qui traitent de la valorisation des soins non rémunérés et de la promotion du partage des responsabilités dans le ménage ; de l'accès des femmes à la terre et à d'autres formes de propriété, à l'héritage et à d'autres ressources économiques, ainsi qu'aux services financiers. Cette précision laisse grandement place à la création de failles permettant de perpétuer la discrimination systématique des filles et des femmes, tout particulièrement dans les zones rurales. Les droits des filles et des femmes ne devraient pas dépendre du contexte national ; ainsi, World Association of Girl Guides and Girl Scouts exhorte les États Membres à revoir et renforcer la législation offrant aux filles et aux femmes des droits égaux en matière de propriété et de ressources.
- Il est également possible d'améliorer l'accès des femmes et des filles en leur garantissant un droit de parole dans les processus de prises de décisions au sein de la famille, et en garantissant une représentation hommes-femmes équilibrée dans tous les organes de prise de décision impliqués dans l'agriculture et le développement rural.

Accès à l'éducation, à l'emploi et aux loisirs

Beaucoup de facteurs empêchent les filles des zones rurales d'accéder à l'éducation. La pauvreté, les distances à parcourir pour aller à l'école, les droits de scolarité, le manque d'accès à des protections hygiéniques lors des menstruations et les attitudes discriminatoires fondées sur le sexe représentent une partie des obstacles majeurs à l'éducation des filles au niveau mondial. La violence, le mariage d'enfants, la grossesse précoce et la menace de violences sur le chemin de l'école et au sein de cette dernière empêchent également les filles d'aller à l'école. Si la pauvreté empêche une famille d'envoyer plus d'un de ses enfants à l'école, ou si un enfant doit abandonner l'école pour participer à la charge de travail au sein de sa famille, l'enfant qui abandonnera l'école sera dans la majorité des cas une fille plutôt

qu'un garçon. Les infrastructures scolaires sont absentes de beaucoup de zones rurales, tout comme les enseignants qualifiés.

L'éducation et la scolarité – y compris l'éducation scolaire, non scolaire et non traditionnelle – jouent un rôle vital dans la réalisation de l'égalité des femmes et des hommes. L'éducation peut être un facteur de l'inégalité entre les sexes, ou une opportunité de modifier les attitudes et les pratiques discriminatoires.

Bien éduquer n'est pas suffisant. Les filles doivent avoir des possibilités d'emploi après avoir quitté l'école, et pas seulement dans les villes.

Le manque d'accès aux loisirs, comme les centres et les équipements de loisirs, est un problème majeur pour les filles et les jeunes femmes dans les zones rurales. Le manque de moyens de transport fiables et abordables, que ce soit pour accéder à l'école, aux activités de loisirs ou aux soins médicaux, est pour ces filles un défi majeur.

Recommandation

Afin d'améliorer les perspectives d'éducation et d'emploi des filles, l'accent doit être mis sur l'établissement de bases solides, du développement du jeune enfant à l'éducation de base. Il est difficile de lutter contre des inégalités apparues dès les premières années de la vie.

- Les gouvernements doivent prendre des mesures sérieuses pour valoriser l'éducation de qualité des filles au niveau de la famille, de la communauté et du pays, et lutter contre les attentes discriminatoires liées au rôle des filles dans la société. Les filles des zones rurales devraient pouvoir bénéficier de 12 ans d'éducation gratuite, de qualité en toute sécurité.
- L'éducation a sans aucun doute une valeur intrinsèque, mais il est également nécessaire d'offrir aux filles des compétences correspondant aux emplois pour lesquels il y a une réelle demande de la part des employeurs. Effectuer une transition de l'agriculture à l'agribusiness est crucial pour offrir des possibilités d'emploi aux jeunes. Ces efforts doivent attirer les jeunes vers ce secteur et faire disparaître les obstacles qui empêchent la participation plus active des femmes et des filles dans la chaîne de valeur du secteur de l'agriculture.
- Les gouvernements doivent allouer des ressources aux programmes d'entrepreneuriat des jeunes femmes, et apporter leur soutien ainsi qu'un financement aux organisations de la société civile pour exécuter les programmes en faveur des jeunes femmes.

Comprendre la manière dont la violence sexiste touche les femmes et les filles rurales

La violence à l'égard des femmes et des filles reste l'une des violations des droits fondamentaux la plus flagrante et la plus acceptée au monde. La violence touche tous les groupes de femmes, mais les femmes et les filles rurales et

autochtones sont particulièrement vulnérables. Bien des aspects de la vie des filles dans les zones rurales, comme lorsqu'elles travaillent dans les champs dans des zones isolées, se rendent dans des zones éloignées pour aller chercher de l'eau, ou parcourent des kilomètres pour aller à l'école ou rentrer de l'école, leur font courir un risque de violence. Les pratiques traditionnelles néfastes, telles que le mariage forcé et précoce ainsi que la mutilation génitale féminine sont également prévalentes dans les communautés rurales.

L'attention du public s'est tournée lors des 10 dernières années vers la prévalence de la violence sexiste, mais l'expérience des femmes et des filles rurales est toujours méconnue, comparée à celles vivant dans les zones urbaines. Le manque de données fiables et de connaissances à ce sujet est une difficulté qui doit être traitée.

Les filles et les femmes sont souvent réticentes à déclarer leur agression et leur harcèlement par peur d'être ostracisées par leur communauté et leur famille, et du fait qu'elles ne font pas confiance aux institutions censées les aider. Les services auxquels elles peuvent accéder pour obtenir du soutien ou des renseignements sont également inexistantes au sein des communautés.

Recommandation

- Les gouvernements et les autorités locales devraient prendre des mesures sévères en organisant des campagnes de sensibilisation publique et une éducation de prévention qui traitent des relations de pouvoir inégales entre les garçons et les filles, les hommes et les femmes, et condamnent la discrimination et la violence.
- Les gouvernements doivent s'engager dans la collecte de données afin de comprendre la nature et la portée de la violence à l'égard des femmes et des filles (en particulier des filles de moins de 16 ans) dans les zones rurales.
- Les gouvernements et les autorités locales doivent garantir des mécanismes de soutien solides pour les victimes, notamment un soutien technique et émotionnel, ainsi qu'un meilleur accès à la justice.

Garantir une bonne nutrition tout au long du cycle de vie

Les filles sont plus susceptibles de souffrir de carences alimentaires que les garçons, pour des raisons qui comprennent la biologie de la reproduction, le faible statut social, la pauvreté et le manque d'éducation. Les traditions socioculturelles et les disparités au niveau des tâches ménagères peuvent également augmenter les risques de malnutrition pour les femmes. L'inégalité entre les sexes peut être à la fois une cause et une conséquence de la malnutrition.

Le taux de croissance physique est le plus élevé lors des deux premières années de la vie d'un enfant, puis lors de l'adolescence, lorsque les filles prennent jusqu'à 50 pour cent de leur poids total et grandissent pour arriver à un maximum gagné de 20 pour cent de leur taille. Néanmoins, peu de données ventilées existent

sur les progrès réalisés en matière d'amélioration de la nutrition des filles lors de leur adolescence.

Recommandation

Les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée par la malnutrition, mais elles représentent également une source fondamentale de solutions durables. World Association of Girl Guides and Girl Scouts propose cinq manières d'assurer une bonne nutrition tout au long du cycle de vie, surtout à l'adolescence.

- L'inégalité entre les sexes est une cause sous-jacente importante de la sous-nutrition des filles. Lutter contre les normes et les perceptions néfastes qui considèrent les filles comme inférieures aux garçons et placent en priorité les garçons en matière d'accès à la nourriture est crucial.
- Les filles devraient être protégées contre le mariage précoce et la grossesse. L'âge minimum du mariage pour les filles doit être élevé à 18 ans, et les gouvernements doivent prendre des mesures décisives pour renforcer la législation.
- S'engager pour renforcer les connaissances des filles sur la nutrition saine.
- Accroître l'implication des femmes et des filles aux prises de décisions à tous les niveaux, dans le domaine public et privé.
- Opérer une ventilation des données relatives à la nutrition par âge et par sexe.
- Mettre en lumière les normes sociales discriminatoires et les attitudes et pratiques néfastes.

Les idéologies sous-jacentes de la supériorité masculine et des normes sociales discriminatoires rendent légitimes différentes manifestations de discrimination à l'égard des filles et des femmes, à la fois dans le domaine public et privé. Ces idéologies et normes sont tout particulièrement prévalentes dans les zones rurales. Beaucoup de normes et d'attentes existent en ce qui concerne les types de travaux effectués par les femmes et les hommes, les filles et les garçons, et quant à la valeur du travail des femmes et de l'éducation des filles. Elles continuent de constituer le statut et le rôle inégaux des filles et des jeunes femmes dans la société. Les aspirations et les perspectives des filles doivent être libérées de tout stéréotype et de toute norme sociale néfaste.

Recommandation

- Il est nécessaire que des mesures audacieuses et concertées soient prises par les gouvernements, par la société civile et par le secteur de l'entreprise pour lutter contre les normes néfastes et les transformer, au moyen de réformes législatives, de campagnes de sensibilisation nationale et de programmes éducatifs pour les garçons et les filles.

- Les droits de l'homme et l'égalité des femmes et des hommes devraient être inclus dans les programmes scolaires afin de s'attaquer à l'idée de la supériorité masculine, sensibiliser les filles et accroître leurs connaissances de leurs droits.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est un accord historique qui a le potentiel d'apporter un réel changement pour les filles et les femmes. Les inégalités persistantes qui nuisent au statut des filles et des femmes rurales ainsi qu'à leur bien-être doivent être placées en priorité dans l'ordre du jour des gouvernements, afin de ne laisser personne de côté.
